Conditions générales de vente (CGV)

Activité exercée :

Enquêteur de Droit Privé Agréé régi par la Loi N° 2003-239 du 18 Mars 2003 pour la sécurité intérieure, parue au JO N° 66 du 19.03.2003, page 4761, art 102, TITRE II, sous-articles 20 à 33, qui a abrogé la Loi N° 891 du 28.09.1942 modifiée par la Loi N° 80-1058 du 23.12.1980 et du Décret N° 81-1086 du 08.12.1981, et du Décret N° 2005-1123 du 06.09. 2005, parue au JO N° 210 du 09.09.2005, page 14632, en ce qui concerne l'activité des Agences de Recherche Privée.

L'agence Private Eyes Investigation a une activité de recherche privée mais aussi d'étude, de conseil et d'assistance. Il intervient dans tous les domaines relatifs à la recherche privée, conformément à l'article 20 de la Loi du 18 mars 2003 section ARP: "est soumise aux dispositions du présent titre la profession libérale qui consiste, pour une personne, à recueillir, même sans faire état de sa qualité ni révéler l'objet de sa mission, des informations ou renseignements destinés à des tiers, en vue de la défense de leurs intérêts".

Préalablement à la signature de la convention d'honoraires et du mandat de pouvoir, le mandant est informé des conditions générales présentées ici (et reprises sur le mandat de pouvoir pour parfaite information).

Obligations du mandant :

Par la conclusion du mandat de pouvoir, le mandant certifie d'une part l'exactitude concernant son identité, et d'autre part, il certifie sincère et véritable l'ensemble des informations transmises au mandataire et que les objectifs à atteindre revêtent bel et bien un caractère légal, légitime et moral. Il déclare par ailleurs avoir la pleine capacité juridique lui permettant de contracter.

Le mandant devra garder une attitude loyale envers le mandataire et éviter toutes entraves qui pourraient nuire à la bonne exécution des investigations, ou d'inciter le mandataire à réaliser des actes illégaux.

A défaut, le mandant est informé que les sommes versées à titre d'acompte ne pourront être restituées, les allégations manifestement mensongères conduisant à la résiliation de plein droit du contrat.

Obligations du mandataire :

Il est de jurisprudence constante que la responsabilité du mandataire ne peut être engagée que si le mandant prouve un manquement de ce dernier à ses devoirs de prudence et de diligence. Le mandataire ne peut donc être tenu qu'à une obligation de moyens et non de résultats, en raison notamment de la contingence inhérente aux investigations.

Une fois le contrat conclu, le mandataire est seul décisionnaire quant aux investigations qu'il estime utiles de mener.

Ainsi, la responsabilité de l'enquête et des moyens à engager étant confiée au mandataire, le mandant ne pourra s'immiscer dans la conduite des investigations, sauf s'il y est invité par le mandataire. Enfin, si des instructions ou informations doivent être transmises au mandataire, elles doivent l'être uniquement par écrit (sms ou email) et ne pourront être prises en compte que si elles font suite à un ordre exprès et écrit du mandant.

Le mandataire atteste mener ses investigations en respect et dans les limites posées par les dispositions juridiques applicables à chacun, et du code de déontologie instauré par le Code de la Sécurité Intérieure, dans ses articles R631 et suivants.

Durant les investigations, l'agence Private Eyes Investigation pourra rendre compte à son client, par oral ou écrit, à la demande du client.

Le mandataire atteste avoir conclu auprès de la compagnie d'assurance Macif un contrat qui couvre sa responsabilité civile professionnelle et d'éventuels dommages pouvant être engendrés lors de l'exercice de son activité de détective privé.

Le contrat signé entre l'agence Private Eyes Investigation et le mandant sera résilié de plein droit dans les hypothèses suivantes :

- si le mandant a menti sur son identité, a transmis des renseignements manifestement faux, ou a omis de transmettre des informations primordiales qui, si elles avaient été portées à la connaissance du mandataire, auraient nécessairement modifié le cours des investigations.
- si l'objectif exposé par le client s'avère en réalité revêtir, au fur et à mesure de l'enquête, un caractère illégal, illégitime ou immoral.
- si le mandant entrave le cours des investigations, ou informe d'une manière ou d'une autre la personne concernée qu'elle fait l'objet d'une surveillance/enquête.
- si l'acompte versé à la conclusion du contrat n'est plus suffisant pour couvrir les frais ou honoraires engagés ou à engager, et que le mandant refuse de procéder à un nouveau paiement.
- si le mandant contrevient au respect de la confidentialité des informations.

La résiliation du contrat interviendra dès la survenance du ou des faits susmentionnés, et sera notifiée à la partie défaillante par tout moyen.

Les sommes versées par le mandant avant la résiliation restent acquises par le mandataire et visent à couvrir les frais préalablement engagés et à compenser le manque à gagner consécutif à la violation des CGV.

Le compte-rendu de la mission peut se faire par tout moyen, à la convenance du client, conformément à l'article R631-30 du CSI : échange téléphonique, SMS, mail, ou rapport écrit. Ces informations sont destinées au seul mandant, à l'exclusion de toute autre personne (sauf accord exprès l'agence Private Eyes Investigation) pour un usage strictement personnel et confidentiel, sauf à être utilisées en Justice.

Seuls les renseignements et constatations utiles à la défense des intérêts du mandant figurent dans ce rapport. Il ne pourra être exigé du mandataire de préciser les sources d'informations ou les moyens techniques utilisés. Ou d'y consigner des faits qui n'auraient pas été directement constatés par le mandataire.

La remise du rapport d'enquête ne pourra se faire qu'une fois la facture finale acquittée par le mandant.

L'agence Private Eyes Investigation applique les dispositions explicitement précisées par la CNIL, qui s'est prononcée sur la durée de conservation des informations applicable aux agences de détectives privés :

"En application de l'article 6-5° de la loi du 6 janvier 1978 modifiée le 6 août 2004, la durée de conservation apparaissant la plus pertinente est celle relative à la durée du mandat" (source CNIL).

Il est rappelé que si le mandant venait à communiquer ou céder les informations contenues dans le rapport d'enquête, le mandataire ne saurait être poursuivi pour divulgation de ces éléments confidentiels, et seule la responsabilité du mandant pourrait être engagée.

Montant des honoraires

Les honoraires de l'agence sont librement convenus avec le Mandant selon les usages, coutumes et conventions établies en la matière pour l'exercice des prestations de services. Le temps passé sur une mission peut être comptabilisé de l'heure de mise à disposition, en y incluant le temps de déplacement et la rédaction de rapport. Le kilométrage est calculé en fonction de la distance parcourue pour la mission en y incluant le déplacement à partir du lieu de résidence et en l'occurrence, à partir du siège de l'agence. Les frais de déplacements et de séjours sont calculés, soit au réel sur présentation de justificatifs, soit forfaitairement par journée d'absence suivant les conventions propres établies pour chaque mission. Les forfaits proposés pourront donc être majorés de certains frais relatifs aux missions de recherches (frais de déplacement important, mise en place d'équipement spécifique, nombre d'agent, frais d'externalisations spécialisés, frais de locations...).

La base de calcul des frais et honoraires de l'agence, s'appliquant aux prestations quantifiables, est affichée au vu et au su des clients, au siège de l'agence, et portée à la connaissance de quiconque sur simple demande ou sur le site internet de l'agence.

Dans tous les autres cas, il faut se rapporter à l'article précédent pour calculer d'une façon la plus juste possible le montant des honoraires à prévoir par le Mandataire, afin de réaliser la mission pour le Mandant. Dans le cas de prévision de prix mal adaptée aux conditions de réalisation de la mission, et suivant l'évolution de celle-ci, non prévue lors de la signature de la convention d'honoraires, valant bon de commande et de contrat de mission, l'agence Private Eyes Investigation peut faire valoir la clause de variation de prix, contractuelle ou non, suivant les Arrêtés relatifs aux clauses de variations de prix établies par le Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, paraissant au Bulletin Officiel de la concurrence et de la consommation, en ce qui concerne les prestations de services.

Provision sur honoraires

Tout ordre ne peut être programmé que dans la mesure où une provision a été versée par le Mandant à l'agence. Cette provision sur Honoraires vaut acompte et représente les frais de consultation, d'étude de la mission et de réservation de personnel pour la mission confiée. Elle devra être renouvelée selon les exigences et les dépenses du travail effectué, que le Mandant s'engage formellement à régler sur présentation de la note intermédiaire ou finale des frais et honoraires, et en tous les cas avant communication des résultats obtenus ou remise du rapport définitif, et ce, quelle que soit l'issue des recherches effectuées, sauf stipulation contraire convenue entre les deux parties. Toute provision sur honoraires, ou note finale des frais et honoraires dues à l'agence par le Mandant, sont payables au comptant et sans escompte. Le crédit est réputé interdit, sauf paiement en 3 fois sans frais et intérêts, et suivant accord écrit de l'agence et seulement dans des circonstances dûment justifiées. Dans le cas de difficultés financières avérées du Mandant, notamment en cas de redressement judiciaire ou de déclaration de surendettement à la Banque de France, il sera accepté un paiement différé par traite, lettre de change ou effet de commerce, réalisé avec le consentement du Cabinet et de l'organisme de tutelle, Banque de France, Avocat ou Mandataire Judiciaire.

Concours extérieurs

L'agence peut s'assurer le concours de tout collaborateur, technicien ou correspondant de la profession pour mener à bien la mission confiée à lui par le Mandant, ainsi que de tout intermédiaire français ou étranger utile à la bonne réalisation de la dite mission. L'agence peut également, en cas de nécessité, s'assurer le concours de tout expert, en toute matière où il n'aurait pas compétence dans le cadre de la mission confiée à lui par le Mandant. En règle générale, L'agence pourra s'assurer l'aide et l'assistance de toute personne ou organisme apte à compléter les résultats d'une mission, ainsi que d'entendre tout sachant ou de faire appel à tout Officier Ministériel ou de Police Judiciaire afin de mener à bien toute mission, dans le respect fondamental des Lois Françaises, et éventuellement du pays où la mission pourrait être effectuée.

Informations légales

Private Eyes Investigation
Agrément : AGD-077-2029-07-24-2024-0937746
Autorisation : AUT-077-2023-08-09-20240945823

Article L612-14 de l'ordonnance n°2012-351 du 12 mars 2012 : L'autorisation administrative préalable ne confère aucun caractère officiel à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient. Elle n'engage en aucune manière la responsabilité des pouvoirs publics, particulièrement le CNAPS.

Décret n°2012-870 du 10 juillet 2012 relatif au code de déontologie des personnes physiques ou morales exerçant des activités privées de sécurité et d'enquêtes privées.